

realistes et les nationalistes flamands, sont, en grande majorité acquis aux relations avec Burgos. Même, si les socialistes et les communistes faisaient le front commun, en faveur des marxistes espagnols, ils devraient compter pour cela, sur des défections de leurs adversaires.

Et, d'ailleurs, rien ne dit que tous les socialistes suivront M. Vandervelde. Les ministres socialistes, par exemple, sont, du fond, d'accord avec M. Spaak. S'ils ne lui étaient pas acquis, ils n'auraient pas admis qu'il prit, seule, position dans une question aussi brûlante.

La Confédération générale du travail, son état-major et ses 500.000 membres, sont aussi derrière lui. Leur activité réelle se sépare de plus en plus du verbalisme bruyant, et si souvent inutile, des politiciens.

Du côté socialiste, le problème est nettement posé. Le congrès socialiste dira s'il suit le Conseil général du parti hostile à Burgos et s'il reste fidèle aux déclarations de l'Internationale. S'il répond affirmativement, M. Spaak et les ministres socialistes devront s'incliner. S'il répond négativement et adopte la thèse du premier ministre, « alors, déclare M. Vandervelde, je rentrerai dans le rang; je veux qu'on puisse dire de moi que je suis resté fidèle à mes convictions. »

## LE REMANIEMENT MINISTERIEL

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

Paris, 1<sup>er</sup> novembre. — Le Conseil de cabinet s'est réuni à 17 h. 10. Tous les ministres assistaient à la délibération, à l'exception de M. Patenotre, ministre de l'Economie nationale, qui souffre d'une légère indisposition.

MM. Paul Marchandeu et Georges Bonnet qui étaient arrivés à la présidence du Conseil vers 16 h. 15 se sont entretenus avec M. Edouard Daladier jusqu'à l'ouverture du Conseil.

A l'issue de la réunion qui s'est terminée à 19 h. 30, M. Albert Sarraut, ministre de l'Intérieur, a lu à la presse le communiqué suivant :

« Au cours des échanges de vues qui se sont produits au Conseil de cabinet, au cours des séances de lundi et d'aujourd'hui, M. Marchandeu, ministre des Finances, a exprimé le désir de résigner la tâche qu'il avait assumée. Sur les instances pressantes et affectueuses de M. Daladier, président du Conseil, M. Marchandeu a accepté de continuer sa collaboration au gouvernement au poste de garde des Sceaux, en remplacement de M. Paul Reynaud, qui a accepté la direction du ministère des Finances. »

A 20 h. 25, M. Paul Reynaud a reçu les journalistes au ministère de la Justice et leur a fait la déclaration suivante :

« La confiance du président du Conseil m'a appelé au ministère des Finances. J'ai accepté cette charge dans l'état d'esprit qui est aujourd'hui celui de tous les Français; chacun doit apporter son effort. Ma première tâche sera d'établir un bilan de la situation financière et économique de la France. Je demande pour cela cinq jours. Les actes suivront. »

Aujourd'hui je n'ai qu'une chose à dire : il fut un temps où la question de la dévaluation se posait parce que nos prix étaient trop élevés par rapport aux prix étrangers. A ce moment-là je n'ai pas craint de dire toute la vérité.

Aujourd'hui, avec la même netteté, je déclare que ce temps-là n'est plus.

Le problème de redressement n'est pas un problème monétaire, c'est un problème économique et financier. Tous les Français aspirent à s'atteler à une tâche commune; le gouvernement leur en donnera les moyens. »

Mercredi matin, à 11 h. 30, M. Daladier se rendra à l'Élysée en compagnie de MM. Paul Reynaud et Marchandeu, à la suite du changement intervenu dans les attributions des portefeuilles des Finances et de la Justice.

## Le tragique bilan de Marseille

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

### Soixante-treize victimes

Une disparition a été tardivement signalée, celle de M<sup>lle</sup> Félicie Rambaldi, âgée de 28 ans, demeurant rue Curial. Elle se trouve portée à 73 le nombre des victimes actuellement connues.

Grâce à des bijoux et à de menus objets trouvés près d'elles, deux victi-



M. Imbert qui est chargé de l'enquête administrative.

mes ont pu être identifiées mardi après-midi. Il s'agit de M. Antoine Di Cicco, 26 ans, ébéniste, et de M<sup>lle</sup> Marie Fournery, 26 ans.

Les deux corps ont été immédiatement mis en bière.

### La séance du Conseil municipal de Marseille

Marseille, 1<sup>er</sup> novembre. — Au cours de la séance du Conseil municipal qui s'est tenue lundi, les explications données par le capitaine des pompiers et le sous-directeur du canal ont été suivies d'une discussion à laquelle ont pris part le docteur Canebier, appartenant à la minorité modérée, et le maire.

M. Henri Tasso a déclaré qu'il était inconvénient de se servir d'un événement douloureux pour mener une campagne contre lui.

Plusieurs conseillers de la majorité ont ensuite pris part à la discussion et cette partie de la séance s'est terminée sans qu'aucune décision ait été prise.

Une réunion de la minorité modérée a suivi dans une autre salle et le docteur Canebier, qui proposait de démissionner, n'a pas été suivi par ses collègues. Il a renoncé lui-même à donner sa démission.

D'autre part les conseillers de la majorité ont tenu une séance à la suite de laquelle — comme nous l'avons annoncé — M. Canabieri a donné sa démission d'adjoint suivi bientôt de celle de M. Ferri Pisan. Tous deux entendent cependant rester conseillers municipaux.

## Au Conseil fédéral socialiste de la Seine la tendance pacifique l'emporte

Paris, 1<sup>er</sup> novembre. — En vue du Conseil national du parti socialiste, convoqué pour samedi et dimanche prochains, les socialistes de la Seine ont tenu samedi la séance de la Fédération de la Seine, la deuxième séance de leur Conseil fédéral.

Ils ont entendu MM. Fournier et Gilbert Nowina exprimer les inquiétudes que leur ont inspirées les accords de Munich et regretter qu'une politique plus ferme ne nous ait pas épargnés les suites de ces accords.

Le secrétaire général de la Fédération, M. Gaston Allemane, député, ne se réjouit que du répit accordé à la paix par l'événement du 23 septembre dernier. Tout en repoussant la course aux armements pour l'avenir, M. Allemane se prononce pour la tenue d'une conférence européenne capable de régler les difficultés politiques et les différends économiques.

Les événements de septembre ont soulevé dans tout le parti socialiste une émotion profonde et suscité des divergences de jugement et de passionnées que M. Maurice Delpine a inaliéablement sauvegardé l'unité.

Quant au bureau fédéral, au cours de la crise, il avait pris publiquement une position qui s'opposait aux tendances antigouvernementales représentées par MM. Zyromsk, Fournier, Nowina.

Aussi M. Charles P. Vert a-t-il déposé un ordre du jour émettant confiance au bureau fédéral pour continuer son action, tant dans le domaine de la politique extérieure que dans celui de la politique intérieure.

Cet ordre du jour a été adopté par 6181 mandats contre 2.090. Il y a eu 1.237 abstentions.

La tendance pacifique a recueilli ainsi, indirectement, un vote de majorité dans une assemblée qui ne devait être que d'information.

## L'arbitrage italo-allemand du différend hungaro-tchèque

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

Le « Berliner Tageblatt », rappelant la naissance de l'amitié germano-italienne et le protocole de Berchtesgaden d'octobre 1936, déclare qu'il ne faut pas oublier que ce protocole avait son origine dans les questions méditerranéennes.

Il ajoute : « Si l'Allemagne et l'Italie ont proclamé leur décision de combattre le bolchevisme en Espagne et conclu le Pacte antikomintern, elles n'ont pas pour cela constitué un front en Méditerranée contre les deux puissances occidentales. C'est pourquoi l'Allemagne a approuvé l'initiative de M. Chamberlain pour le Pacte méditerranéen et ne peut que se féliciter de voir l'Angleterre enfin prête à signer un pacte de paix avec M. Mussolini. Naturellement, il ne saurait pour les deux puissances de l'axe être question d'un accord qui pourrait, de façon quelconque, rendre plus difficile la victoire du général Franco. Pas de front, mais pas de compromis non viables non plus. »

Il est inutile d'ajouter que les deux Etats réclament sans compromis possible la restitution à l'Allemagne de ses colonies.

« En ce moment, entend-on dire à Berlin, seules l'Allemagne et l'Italie sont capables d'agir en politique étrangère. L'entrée de Vienne le montre clairement. »

Mercredi, à Vienne, écrit par exemple la « Nacht Ausgabe », les représentants du Führer et du Duce pourront prendre leur décision en toute tranquillité et assure ainsi la paix au sud-est de l'Europe. M. Chamberlain, au contraire, même après le remaniement de son cabinet et ses succès à la Chambre des Communes, doit maintenant envisager de nouvelles élections qui sont inévitables. Il n'est pas capable d'assurer au système politique britannique la solidité qui est la condition élémentaire d'une politique de paix.

« De son côté, M. Daladier vient de remporter un triomphe tel qu'aucun homme d'Etat français n'en a obtenu depuis la guerre et pourtant il se trouve déjà aux prises avec les dissensions qui séparent certains membres de son cabinet et avec une presse qui combat toujours violemment l'idée d'un pouvoir fort. »

## La défense nationale anglaise

Le premier ministre en vient alors à la question de la défense nationale.

En ce qui concerne la protection de la population civile contre les raids aériens, M. Chamberlain reconnaît que les préparatifs étaient loin d'être parvenus à leur terme. Toutefois, ils seraient révisés, en cas de danger réel, sans efficacité que bien des gens ne le supposent.

Quoi qu'il en soit, l'organisation de la défense passive a pris une extension caractéristique dans le domaine industriel. Il faut d'abord avoir recours dans toute la mesure du possible à la coopération volontaire entre les employeurs et les syndicats. C'est seulement en cas d'échec qu'il sera temps de parler d'un ministère des approvisionnements, muni de pouvoirs de contrainte.

## LA GUERRE EN ESPAGNE

### Le général Franco dirige en personne la nouvelle offensive sur l'Ebre

Saragosse, 1<sup>er</sup> novembre. — A la suite de la nouvelle avance réalisée lundi après-midi par les troupes nationalistes sur le versant est et sud-est de la Sierra de Caballos, dans la poche de Gandesa, l'artillerie du général Franco a battu les rives de l'Ebre et les versants orientés par l'adversaire.

Le général Franco dirige en personne et sur place cette nouvelle poussée.

Les colonnes des généraux Delgado et Gola et du colonel Mixian continuent leurs attaques contre les positions fortifiées des gouvernementaux qui défendent le tronçon de route entre la Venta de Campesino, croisement important des routes au pied des sierras de Penias de Caballos et de la Picoa et la petite ville de Mora de Ebro.

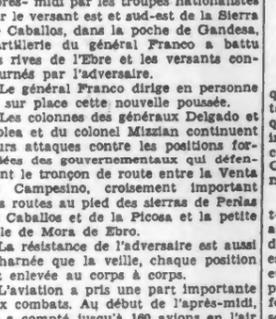
La résistance de l'adversaire est aussi acharnée que la veille, chaque position est enlevée au corps à corps.

L'aviation a pris une part importante au combat. Au début de l'après-midi, on a compté jusqu'à 100 avions en l'air sur un front d'une douzaine de kilomètres. Mora de Ebro, sur la rive droite du fleuve, Maro la Nueva sur la rive gauche et le village de Garcia, écrasés par les bombes, sont en ruines.

Depuis le début de la bataille de l'Ebre qui a commencé le 25 juillet dernier, c'est-à-dire après 102 jours de combats acharnés, on estime que les pertes subies par les deux adversaires sur ce front dépassent 130.000 morts, blessés ou évacués.

Nous ne reproduisons ces chiffres que sous toutes réserves, la transmission télégraphique d'Espagne en France ayant pu les altérer.

### Des ruines au service de la défense passive



Près de Sierre, dans le canton au Valais (Suisse), une sirène a été placée sur des ruines qui surplombent la vallée du Rhône. Cette sirène serait mise en marche en cas d'exercice de défense passive.

## LE DISCOURS DE M. CHAMBERLAIN

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

Il proteste d'abord avec énergie contre la définition donnée par M. Attlee de l'accord de Munich comme « une grande défaite pour l'Angleterre et la France. »

« Je ne considère pas l'accord de Munich comme une défaite, affirme M. Chamberlain, ni pour la démocratie, ni pour la cause du droit et de l'ordre. »

Le premier ministre en vient à la question des réfugiés et annonce notamment que le gouvernement britannique a décidé d'admettre temporairement en Angleterre 350 personnes qui se trouveraient en danger permanent si elles demeureraient en Tchécoslovaquie.

En ce qui concerne la garantie accordée à la Tchécoslovaquie, M. Chamberlain ne pourra rien ajouter à la déclaration faite par sir Thomas Inskip au cours du débat de politique extérieure qui suivit l'accord de Munich tant que toute la question des minorités n'aura pas été réglée.

Le premier ministre estime que M. Attlee a tort de croire qu'un changement fondamental doit se produire en Europe centrale et sud-orientale.

« Géographiquement, déclare-t-il, l'Allemagne doit occuper la position dominante qu'elle occupe maintenant. »

« Nous n'avons aucun désir, ajoute-t-il, d'interdire à l'Allemagne l'accès de ces pays ou de l'encercle économiquement. »

En ce qui concerne la situation en Chine, M. Chamberlain affirme que la Chine ne peut être transformée en un véritable marché sans un grand afflux de capitaux et que ces capitaux ne peuvent être fournis par le Japon.

### « Une armée à l'échelle continentale n'est-elle pas indispensable pour que l'Angleterre puisse remplir ses engagements ? »

demande Sir Archibald Sinclair

Lorsque le premier ministre s'est rasé au milieu des acclamations de la majorité, sir Archibald Sinclair prend la parole au nom de l'opposition libérale. Critiquant en détail la politique extérieure du gouvernement, il reproche en particulier à M. Chamberlain de n'avoir pas compris les intentions véritables de MM. Hitler et Mussolini.

Il rappelle les paroles de lord Baldwin affirmant que la frontière de la Grande-Bretagne est sur le Rhin. Or, l'Allemagne peut, désormais, concentrer sur ce front un nombre considérable de divisions. Aussi, tient-il à relever une phrase du discours de M. Chamberlain qu'il juge extrêmement importante.

Le premier ministre avait, en effet, déclaré que la Grande-Bretagne n'envisageait pas actuellement, comme pendant la guerre, l'équipement d'une armée à l'échelle continentale.

« Je demande au gouvernement de bien nous dire si, de lavis de nos conseillers militaires, l'Angleterre pourra remplir ses engagements sans une armée à l'échelle continentale. »

Sir Archibald Sinclair demande encore au gouvernement d'accorder une aide financière à la Chine et de soutenir la France, si celle-ci se trouve en difficulté du fait des affirmations japonaises selon lesquelles les forces chinoises reçoivent du matériel par l'Indochine.

La Chambre des Communes s'est séparée à 23 h. 15, renvoyant à mercredi la suite du débat.

### M. Chamberlain proposera aujourd'hui aux Communes la mise en vigueur de l'accord anglo-italien

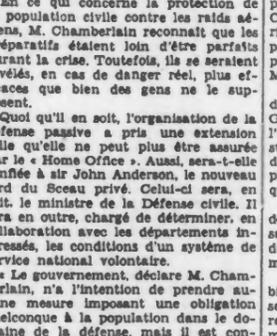
Londres, 1<sup>er</sup> novembre. — M. Chamberlain a annoncé à la Chambre des Communes, à l'heure des questions, qu'il lui soumettrait mercredi le texte d'une résolution tendant à mettre en vigueur l'accord anglo-italien. Ce texte :

« La Chambre approuve l'intention du gouvernement de Sa Majesté de mettre en vigueur l'accord anglo-italien. »

Après avoir annoncé cette décision, M. Chamberlain a fait la déclaration suivante :

« C'est l'intention du gouvernement de Sa Majesté de mettre en vigueur l'accord anglo-italien dès que possible. Conformément à la déclaration que j'ai faite le 11 juillet, la Chambre doit avoir l'occasion de discuter cette question. »

### Les Allemands réclameront-ils les colonies qu'ils possédaient en 1914 ?



Voici, indiqués en noir, les territoires qui se trouvaient, avant la guerre, sous le pavillon allemand et qui sont aujourd'hui sous mandat des anciennes puissances alliées.

## BERNER HEURE

### M. Gentin, ministre du Commerce, explique ce qu'il entend par « économie orientée »

Paris, 1<sup>er</sup> novembre. — M. Gentin, ministre du Commerce, interviewé par M. Dominique Chavalatowski, ministre des Affaires étrangères tchécoslovaques et M. Casimir Rappe, ministre de Pologne à Prague, ont échangé mardi des notes réglant définitivement la question des frontières polono-tchécoslovaques.

Rappelons que les notes échangées entre ces deux gouvernements le 30 septembre et le 1<sup>er</sup> octobre dernier, avaient laissé non résolus certains détails de la nouvelle délimitation. La discussion de ces détails par le ministre des Affaires étrangères tchécoslovaques et le ministre de Pologne a abouti à une délimitation définitive des frontières.

Slezka Ostrava, et Hrusov, dans le Nord de la Moravie, restent en territoire tchèque. En ce qui concerne les régions polonoises de la frontière de la Slovaquie, deux territoires frontalières ont été cédés à la Pologne.

Le premier est le territoire au nord de Cadca, noué de chemin de fer qui reste entre les mains de la Tchécoslovaquie. L'axe horizontal de ce territoire remis à la Pologne est constitué par la ligne de chemin de fer de Skalitz, en Slovaquie, à Zgardon en Pologne.

Par ce règlement, la Pologne réalise la liaison par chemin de fer entre les régions de la Silésie de Teschen, qui lui ont été déjà cédées auparavant et Zwardon.

Le deuxième secteur cédé à la Pologne est constitué par la partie occidentale de la région de Jaworina, au nord des Tatras. Le communisme déclare en conclusion : « Le règlement territorial réalisé aujourd'hui par l'échange de notes entre les gouvernements polonais et tchécoslovaques résout définitivement la question des nouvelles frontières entre la Pologne et la Tchécoslovaquie. La République de Pologne reconnaît qu'elle n'a plus aucune revendication territoriale envers la Tchécoslovaquie. »

### La Pologne et la Tchécoslovaquie ont réglé définitivement la question de leurs frontières

Prague, 1<sup>er</sup> novembre. — Selon un communiqué officiel publié mardi soir, par Frankisek Chavalatowski, ministre des Affaires étrangères tchécoslovaques et M. Casimir Rappe, ministre de Pologne à Prague, ont échangé mardi des notes réglant définitivement la question des frontières polono-tchécoslovaques.

Rappelons que les notes échangées entre ces deux gouvernements le 30 septembre et le 1<sup>er</sup> octobre dernier, avaient laissé non résolus certains détails de la nouvelle délimitation. La discussion de ces détails par le ministre des Affaires étrangères tchécoslovaques et le ministre de Pologne a abouti à une délimitation définitive des frontières.

Slezka Ostrava, et Hrusov, dans le Nord de la Moravie, restent en territoire tchèque. En ce qui concerne les régions polonoises de la frontière de la Slovaquie, deux territoires frontalières ont été cédés à la Pologne.

Le premier est le territoire au nord de Cadca, noué de chemin de fer qui reste entre les mains de la Tchécoslovaquie. L'axe horizontal de ce territoire remis à la Pologne est constitué par la ligne de chemin de fer de Skalitz, en Slovaquie, à Zgardon en Pologne.

Par ce règlement, la Pologne réalise la liaison par chemin de fer entre les régions de la Silésie de Teschen, qui lui ont été déjà cédées auparavant et Zwardon.

Le deuxième secteur cédé à la Pologne est constitué par la partie occidentale de la région de Jaworina, au nord des Tatras. Le communisme déclare en conclusion : « Le règlement territorial réalisé aujourd'hui par l'échange de notes entre les gouvernements polonais et tchécoslovaques résout définitivement la question des nouvelles frontières entre la Pologne et la Tchécoslovaquie. La République de Pologne reconnaît qu'elle n'a plus aucune revendication territoriale envers la Tchécoslovaquie. »

### M. van Zeeland a été reçu par le président Roosevelt

Washington, 1<sup>er</sup> novembre. — M. van Zeeland, ancien président du Conseil de Belgique, a été reçu en audience par le président Roosevelt quelques minutes avant une conférence de presse à laquelle il a assisté aux côtés du président.

M. Roosevelt, interrogé sur la nature des échanges de vues qu'il avait eus avec M. van Zeeland, a indiqué qu'il existait entre eux une conversation, mais qu'il s'est refusé à dévoiler les détails de la conversation.

### Les conservateurs et les libéraux gagnent des sièges aux élections municipales anglaises

Londres, 1<sup>er</sup> novembre. — Les premiers résultats d'ensemble des élections municipales en Grande-Bretagne (sauf Londres), dénotent quelques gains conservateurs aux dépens des travaillistes.

A 23 heures, on établissait la statistique suivante portant sur 64 sièges :

Conservateurs : gains, 22; pertes, 13; en plus, 9. Libéraux : gains, 10; pertes, 6; en plus, 4. Travaillistes : gains, 23; pertes, 32; en plus, 1. Indépendants : gains, 9; pertes, 18; en moins, 4.

### Armstrong fait une chute à l'entraînement

New-York, 1<sup>er</sup> novembre. — Henry Armstrong, champion du monde des poids moyens, a fait mardi une chute pendant son entraînement et s'est déboîlé la hanche. Il s'est refusé à dévoiler les détails de la conversation.

### Des anciens combattants allemands venus en pèlerinage sur les champs de bataille sont reçus à Reims

Reims, 1<sup>er</sup> novembre. — Une importante délégation d'anciens combattants allemands des districts de Heese, Nassau et de Francfort venant accomplir un pèlerinage sur les tombes de leurs camarades morts à Verdun et en Champagne ont été reçus à Reims par les anciens combattants de l'Union fédérale maraîche.

Le président de l'Union maraîche, M. Hourcade, en leur souhaitant la bienvenue, a déclaré que dans la ville martyre de Reims, il n'y a pas de haine pour le peuple allemand mais que, égaux en droit comme en honneur, Allemands et Français, doivent s'entendre, devenir de bons voisins et amis de bon sens.

Au nom des anciens combattants allemands, M. Linder, du district de Heese-Nassau et M. Bienschenkoff, du Comité de France-Allemagne, ont répondu en substance :

« Les anciens combattants allemands sont tous ardemment attachés à la cause de la paix. Rien ne doit nous séparer pour l'avenir, la paix de l'Europe est sauve si la France et l'Allemagne sont d'accord. C'est à cet accord que nous devons tous travailler, nous qui connaissons les horreurs de la guerre. »

Avant de quitter Reims, les anciens combattants allemands ont allé déposer des gerbes de fleurs au monument aux morts.

### Le poète Francis Jammes est mort

Bayonne, 1<sup>er</sup> novembre. — Entouré de sa femme et de cinq de ses enfants, le poète Francis Jammes qui était très malade depuis plusieurs mois, s'est éteint mardi après-midi à 16 h. à Bayonne, sa propriété d'Hasparren. Depuis deux jours, le mal dont souffrait le poète avait fait de grands progrès et, en ce jour de Toussaint, il perdit connaissance à l'heure même où sa fille cadette prenait le voile au couvent des Sœurs bleues de Bayonne. Les obsèques de Francis Jammes seront célébrées samedi prochain à Hasparren.

### CHANGES A L'ETRANGER

Londres, 2<sup>e</sup> Paris, 178.70; sur Bruxelles, 22.10; esc. hors banque, 0.5/1.0; New-York, sur Paris, 263.7/8; sur Londres, esc. hors banque, 47531; sur Bruxelles, 10908.

SUCRES. — Cuba prompt livraison, 310; novembre, 210; janvier, 205.6; mars, 206.7; mai, 209.10; juillet, 212.3; septembre, 213.7. — Tonnes : 2,000 tonnes.

### Les conservateurs et les libéraux gagnent des sièges aux élections municipales anglaises

Londres, 1<sup>er</sup> novembre. — Les premiers résultats d'ensemble des élections municipales en Grande-Bretagne (sauf Londres), dénotent quelques gains conservateurs aux dépens des travaillistes.

A 23 heures, on établissait la statistique suivante portant sur 64 sièges :

Conservateurs : gains, 22; pertes, 13; en plus, 9. Libéraux : gains, 10; pertes, 6; en plus, 4. Travaillistes : gains, 23; pertes, 32; en plus, 1. Indépendants : gains, 9; pertes, 18; en moins, 4.

### Armstrong fait une chute à l'entraînement

New-York, 1<sup>er</sup> novembre. — Henry Armstrong, champion du monde des poids moyens, a fait mardi une chute pendant son entraînement et s'est déboîlé la hanche. Il s'est refusé à dévoiler les détails de la conversation.

### Des anciens combattants allemands venus en pèlerinage sur les champs de bataille sont reçus à Reims

Reims, 1<sup>er</sup> novembre. — Une importante délégation d'anciens combattants allemands des districts de Heese, Nassau et de Francfort venant accomplir un pèlerinage sur les tombes de leurs camarades morts à Verdun et en Champagne ont été reçus à Reims par les anciens combattants de l'Union fédérale maraîche.

Le président de l'Union maraîche, M. Hourcade, en leur souhaitant la bienvenue, a déclaré que dans la ville martyre de Reims, il n'y a pas de haine pour le peuple allemand mais que, égaux en droit comme en honneur, Allemands et Français, doivent s'entendre, devenir de bons voisins et amis de bon sens.

Au nom des anciens combattants allemands, M. Linder, du district de Heese-Nassau et M. Bienschenkoff, du Comité de France-Allemagne, ont répondu en substance :

« Les anciens combattants allemands sont tous ardemment attachés à la cause de la paix. Rien ne doit nous séparer pour l'avenir, la paix de l'Europe est sauve si la France et l'Allemagne sont d'accord. C'est à cet accord que nous devons tous travailler, nous qui connaissons les horreurs de la guerre. »

Avant de quitter Reims, les anciens combattants allemands ont allé déposer des gerbes de fleurs au monument aux morts.

### Le poète Francis Jammes est mort

Bayonne, 1<sup>er</sup> novembre. — Entouré de sa femme et de cinq de ses enfants, le poète Francis Jammes qui était très malade depuis plusieurs mois, s'est éteint mardi après-midi à 16 h. à Bayonne, sa propriété d'Hasparren. Depuis deux jours, le mal dont souffrait le poète avait fait de grands progrès et, en ce jour de Toussaint, il perdit connaissance à l'heure même où sa fille cadette prenait le voile au couvent des Sœurs bleues de Bayonne. Les obsèques de Francis Jammes seront célébrées samedi prochain à Hasparren.

### CHANGES A L'ETRANGER

Londres, 2<sup>e</sup> Paris, 178.70; sur Bruxelles, 22.10; esc. hors banque, 0.5/1.0; New-York, sur Paris, 263.7/8; sur Londres, esc. hors banque, 47531; sur Bruxelles, 10908.

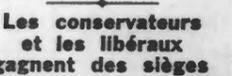
SUCRES. — Cuba prompt livraison, 310; novembre, 210; janvier, 205.6; mars, 206.7; mai, 209.10; juillet, 212.3; septembre, 213.7. — Tonnes : 2,000 tonnes.

### Les Allemands réclameront-ils les colonies qu'ils possédaient en 1914 ?



Voici, indiqués en noir, les territoires qui se trouvaient, avant la guerre, sous le pavillon allemand et qui sont aujourd'hui sous mandat des anciennes puissances alliées.

### Des ruines au service de la défense passive



Près de Sierre, dans le canton au Valais (Suisse), une sirène a été placée sur des ruines qui surplombent la vallée du Rhône. Cette sirène serait mise en marche en cas d'exercice de défense passive.

### M. Chamberlain proposera aujourd'hui aux Communes la mise en vigueur de l'accord anglo-italien

Londres, 1<sup>er</sup> novembre. — M. Chamberlain a annoncé à la Chambre des Communes, à l'heure des questions, qu'il lui soumettrait mercredi le texte d'une résolution tendant à mettre en vigueur l'accord anglo-italien. Ce texte :

« La Chambre approuve l'intention du gouvernement de Sa Majesté de mettre en vigueur l'accord anglo-italien. »

Après avoir annoncé cette décision, M. Chamberlain a fait la déclaration suivante :

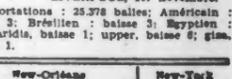
« C'est l'intention du gouvernement de Sa Majesté de mettre en vigueur l'accord anglo-italien dès que possible. Conformément à la déclaration que j'ai faite le 11 juillet, la Chambre doit avoir l'occasion de discuter cette question. »

### Les Allemands réclameront-ils les colonies qu'ils possédaient en 1914 ?



Voici, indiqués en noir, les territoires qui se trouvaient, avant la guerre, sous le pavillon allemand et qui sont aujourd'hui sous mandat des anciennes puissances alliées.

### Des ruines au service de la défense passive



Près de Sierre, dans le canton au Valais (Suisse), une sirène a été placée sur des ruines qui surplombent la vallée du Rhône. Cette sirène serait mise en marche en cas d'exercice de défense passive.

### M. Chamberlain proposera aujourd'hui aux Communes la mise en vigueur de l'accord anglo-italien

Londres, 1<sup>er</sup> novembre. — M. Chamberlain a annoncé à la Chambre des Communes, à l'heure des questions, qu'il lui soumettrait mercredi le texte d'une résolution tendant à mettre en vigueur l'accord anglo-italien. Ce texte :

« La Chambre approuve l'intention du gouvernement de Sa Majesté de mettre en vigueur l'accord anglo-italien. »

Après avoir annoncé cette décision, M. Chamberlain a fait la déclaration suivante :

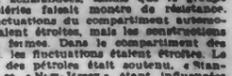
« C'est l'intention du gouvernement de Sa Majesté de mettre en vigueur l'accord anglo-italien dès que possible. Conformément à la déclaration que j'ai faite le 11 juillet, la Chambre doit avoir l'occasion de discuter cette question. »

### Les Allemands réclameront-ils les colonies qu'ils possédaient en 1914 ?



Voici, indiqués en noir, les territoires qui se trouvaient, avant la guerre, sous le pavillon allemand et qui sont aujourd'hui sous mandat des anciennes puissances alliées.

### Des ruines au service de la défense passive



Près de Sierre, dans le canton au Valais (Suisse), une sirène a été placée sur des ruines qui surplombent la vallée du Rhône. Cette sirène serait mise en marche en cas d'exercice de défense passive.

### M. Chamberlain proposera aujourd'hui aux Communes la mise en vigueur de l'accord anglo-italien

Londres, 1<sup>er</sup> novembre. — M. Chamberlain a annoncé à la Chambre des Communes, à l'heure des questions, qu'il lui soumettrait mercredi le texte d'une résolution tendant à mettre en vigueur l'accord anglo-italien. Ce texte :

« La Chambre approuve l'intention du gouvernement de Sa Majesté de mettre en vigueur l'accord anglo-italien. »

Après avoir annoncé cette décision, M. Chamberlain a fait la déclaration suivante :

« C'est l'intention du gouvernement de Sa Majesté de mettre en vigueur l'accord anglo-italien dès que possible. Conformément à la déclaration que j'ai faite le 11 juillet, la Chambre doit avoir l'occasion de discuter cette question. »